

---

Déclaration de Solidaires au premier conseil national des services publics

Monsieur le premier Ministre,

La dépense publique est une véritable richesse pour notre pays.

C'est ce que nous aimerions tant vous entendre dire, au moment où vous instaurez ce conseil national, nouvelle instance de dialogue autour de la question des services publics.

Le modèle social de notre pays s'est forgé autour de cet outil éminemment vecteur de cohésion et de solidarité.

Les politiques libérales menées par vos prédécesseurs et par vous même, hélas, s'attaquent depuis des décennies à cette question, en présentant la dépense publique, donc les services publics, comme le handicap majeur du développement économique, comme l'empêcheur de « tourner en rond » de notre société.

Solidaires ne supporte pas ce message mortifère porté par celles et ceux qui pensent que l'individualisme est la seule voie qui vaille et qui considèrent que le monde de l'entreprise et la loi du marché sont les seules voies possibles pour redresser notre pays et doivent de ce fait être servis en premier.

Derrière la dépense publique, il ya des services publics, il y a des femmes et des hommes qui les servent chaque jour avec une conscience professionnelle exemplaire.

Ces services publics sont-ils nécessaires à notre organisation sociale ? Nous le disons clairement à Solidaires : oui, plus que jamais.

Au moment où le gouvernement s'engage dans un train de réformes tous azimuts entre revue des missions de l'Etat, réforme de la santé, réforme territoriale ou toilettage du statut de la fonction publique, **Solidaires est prêt à débattre des enjeux que recouvre ce questionnement.**

Si il ya bien un secteur qui au fil du temps s'est fortement réformé, modernisé, adapté, ce sont bien les services publics. Qu'ils soient de la compétence régaliennne et des missions dévolues à l'Etat dans son acception la plus large ou que ce soient des services publics qui ont basculé vers la sphère privée ou semi privée, jamais en quelques décennies ils ne se sont

**144 Bd de la  
Villette  
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20  
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org  
www.solidaires.org**



autant transformés, hélas pas toujours dans le bon sens pour l'accomplissement des missions au service de toutes et tous.

La difficulté de l'exercice que vous nous proposez est, que vous nous placez en situation de débattre dans un cadre de contraintes budgétaires que nous condamnons fortement.

Les choix que vous opérez, qui vous sont dictés par votre engagement au sein du pacte européen budgétaire, vous enferme dans cette logique implacable du toujours moins.

A aucun moment vous ne vous mettez en situation de rechercher des recettes nouvelles. Seule la question des dépenses vous obsède. Comment pouvez vous accepter sans broncher que chaque année, notre pays se prive volontairement de quelques 60 milliards d'euros générés par la fraude fiscale ?

Une véritable réforme fiscale basée sur la notion de justice, symbolisée par l'impôt direct sur le revenu et des services publics forts, présents sur l'ensemble du territoire au service de toutes et tous, rétablirait un véritable contrat social mis à mal par les politiques libérales qui laissent trop de laissés pour compte sur le bord du chemin.

La désespérance qu'engendrent ces dérives libérales, nous inquiète fortement car elle se traduit par l'emprunt, pour une partie grandissante de nos concitoyens, de chemins nauséabonds.

**Pour Solidaires, nous le disons, d'autres choix sont possibles et nous sommes prêts à en débattre ici dans cette nouvelle instance afin de restaurer l'image des services publics dans le débat public et de contribuer à leur renforcement pour construire une société plus juste, plus humaine et plus solidaire.**

Je vous remercie.

**144 Bd de la  
Villette  
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20  
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org  
www.solidaires.org**

